

Pouvoir d'emprunt

pousse le gouvernement à fournir aux États-Unis une énergie tellement peu coûteuse pour eux qu'ils pourront déclasser nos fabricants et nos produits sur le marché international.

La décision la plus incroyable de l'Office national de l'énergie est sans doute celle qui a trait à la proposition de Dome Petroleum visant à vendre du gaz naturel liquifié aux Japonais. Il est étonnant que l'Office et le gouvernement canadien aient permis à une société telle que Dome d'approvisionner le marché japonais. Ce marché se ramollit. Le Japon réduit ses commandes de charbon et de gaz naturel. La vente s'effectue selon les prix en vigueur aux États-Unis. Si le gouvernement cède aux pressions américaines d'abaisser le prix du gaz qu'on y exporte, le prix du gaz naturel vendu au Japon ne peut manquer de diminuer. Il est déjà si bas que tout bien considéré, soit le coût de l'expédition à partir de Prince Rupert, de la liquéfaction, du transport vers le Japon et de la regazéification, la formule ne sera pas rentable pour les Canadiens. Il ne serait pas surprenant, en réalité, que le gouvernement soit obligé encore une fois de venir à la rescousse de Dome.

Le projet soulève de graves inquiétudes même à l'Office national de l'énergie. Il est temps que le cabinet intervienne et mette un terme à tous ces projets déraisonnables. Il nous faut adopter une démarche bien plus rationnelle afin de mieux gérer notre économie et faire en sorte que la mise en valeur de nos ressources devienne partie intégrante de notre développement industriel et économique. Mais, jusqu'à maintenant, le gouvernement s'est contenté de s'emparer de ce qu'il croit être la poule aux œufs d'or.

Ces difficultés remontent à 1980, alors que les efforts du gouvernement pour doter le Canada d'une stratégie économique grâce à son Programme énergétique national ont échoué misérablement. Car il s'en tient toujours au même schéma, si bien qu'il a essuyé avec ce programme le même échec qu'avec toutes ses propositions antérieures relativement à l'exportation de nos ressources brutes. Il n'a pas su élaborer une stratégie industrielle efficace et bien fondée, qui tienne compte de tous les secteurs et qui vienne accroître les possibilités d'emploi des Canadiens.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources devrait venir à la Chambre nous présenter une nouvelle version du Programme énergétique national. Par ailleurs, quand nous examinerons le budget de l'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, nous y trouverons peut-être une orientation prouvant que le gouvernement a enfin pris conscience des problèmes qui nous assaillent, nous et notre économie. Nos dirigeants se doivent de retourner au point de départ et d'élaborer une stratégie industrielle qui redonne du travail aux Canadiens et qui soit imperméable aux aléas d'un marché énergétique régi par l'OPEC.

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, c'est un projet absolument exceptionnel dont nous débattons maintenant. Il suffit de regarder autour de nous pour comprendre comment le gouvernement fédéral peut avoir

le culot de procéder à cette razzia sur l'argent des Canadiens. Il n'y a en effet aucun journaliste dans la galerie de la presse, cet après-midi. Il semble que les journalistes n'attachent aucune importance à ce qui sera dit sur la tentative du gouvernement d'obtenir un pouvoir d'emprunt de 19 milliards, le plus important pouvoir d'emprunt jamais demandé par un gouvernement. Ils semblent indifférents au fait que seulement cinq milliards serviront pour l'exercice financier en cours et que le gouvernement a le front de s'emparer de 14 milliards sans qu'on sache exactement à quoi ils serviront l'année prochaine.

Nos vis-à-vis s'inquiètent tellement de cette question que seulement neuf d'entre eux, dont la moitié sont des ministres, sont présents à l'heure actuelle. Bien sûr, ce sont ceux qui ont organisé et lancé cette razzia. Ce sont ceux à qui nous devons le projet de loi dont nous sommes saisis.

De quoi s'agit-il exactement? Le gouvernement, le ministère des Finances et son ministre reconnaissent tout simplement leur totale incompétence. Le 12 novembre 1981, il y a de cela 15 mois seulement, ils nous ont dit que le déficit pour l'année en cours, qui se termine à la fin de mars, serait de 10.5 milliards. Voilà ce que ce devait être. C'était là les prévisions pour cette année des économistes de l'administration.

Or, 15 mois après seulement, on nous dit que ce déficit sera de 27.2 milliards, soit deux fois et demie ce qui était prévu il y a 15 mois.

Le 28 juin 1982, il y a seulement huit mois de cela, le prédécesseur du ministre nous a dit ici même que le déficit serait finalement de 19.6 milliards pour cette année. Il s'est simplement trompé de 7.6 milliards. L'actuel ministre des Finances nous a dit pour sa part, le 27 octobre, il y a quatre mois de cela, que le déficit serait de 23.6 milliards. Or, quatre mois plus tard, il est tout aussi malinformé ou tout aussi malhonnête que son prédécesseur, quand il prévoit un déficit de 27.2 milliards pour l'année se terminant le 31 mars.

● (1710)

Ce même ministre s'est également trompé de beaucoup dans ses prévisions sur les besoins financiers du gouvernement, besoins pour lesquels il doit généralement emprunter. Il y a 15 mois, le gouvernement a déclaré qu'ils s'établiraient à 6.6 milliards. Il y a huit mois, il a porté ce chiffre à 17.1 milliards. Puis, il y a quatre mois, c'était 22.2 milliards et, aujourd'hui, le gouvernement nous dit que ses besoins financiers cette année s'élèvent à 26.1 milliards, soit quatre fois plus que ce qu'il avait prévu il y a 15 mois seulement.

Jamais, dans l'histoire du Canada, les gens chargés de gérer les deniers publics n'ont fait preuve d'autant d'incompétence ou de malhonnêteté. Pourtant, les économistes se comptent par centaines et par milliers. Allons-nous aller jusqu'à croire que c'est le mieux qu'ils aient pu faire au cours des 15 derniers mois? Le ministre n'inspire plus aucune confiance. Il est tout aussi incompétent que son prédécesseur, voire davantage.